

25 septembre 2008

Le Snui veut aller " plus loin "

La section Réunion du syndicat national unifié des impôts (Snui) apporte son soutien à la réforme des niches fiscales engagée par le gouvernement et l'incite même à " aller plus loin ".

Le secrétaire départemental du syndicat, Pascal Valiamin, estime que " l'accumulation des niches fiscales a mité et perverti l'impôt sur le revenu ". Et d'avancer quelques chiffres : selon un rapport parlementaire, le coût budgétaire des niches fiscales s'élève à 34,2 milliards d'euros pour le seul impôt sur le revenu. 100 000 contribuables réduisent leur impôt chacun en moyenne de 15 240 euros et parmi eux, 100 bénéficient chacun d'une réduction de 1,132 millions !

Le Snui se déclare dès lors favorable à un plafonnement qui rétablisse la progressivité de l'impôt et estime qu'avec les mesures contenues dans le projet de loi de Finances pour 2009, " une défiscalisation importante serait encore possible ".

" Un tel plafonnement limiterait à la marge la défiscalisation, ce que corroborent les estimations des sommes que récupérerait l'Etat (100 à 200 millions d'euros sur un impôt qui rapporte plus de 50 milliards d'euros et un coût des niches à l'impôt sur le revenu de 34 milliards)", développe Pascal Valiamin.

Craignant une remise en cause du dispositif actuel par le Conseil constitutionnel, le secrétaire départemental du Snui estime que " le plafonnement devra être large (avec les déductions) et suffisamment bas pour limiter la défiscalisation et ainsi permettre des recettes supplémentaires substantielles ".

Aux représentants de la Réunion économique qui s'inquiètent pour l'avenir de l'île, Pascal Valiamin répond que la défiscalisation outre-mer est une " bulle spéculative qui gonfle années après années " et " qui " constitue une véritable bombe à retardement pour la société réunionnaise.

" Le foncier est trop élevé et les constructions afférentes échappent aux ménages de conditions modestes et à la classe moyenne. Par contre, la défiscalisation Dom profite pleinement aux très hauts revenus et aux sociétés privilégiant la spéculation, qu'elles soient dans le département ou hors du département. Ce coût social, humain et culturel n'est pas acceptable", conclut le secrétaire départemental du Snui.

